

La théorie de l'écroulement du capitalisme

Publié en allemand dans *Rätekorrespondenz*, n° 1, 1934 ; traduction française 1976 dans *La Gauche Communiste en Allemagne (1918-1921)* de D. Authier and J. Barrot.

L'idée que le capitalisme se trouvait dans une crise définitive, dans sa crise mortelle, domina les premières années qui suivirent la révolution russe. Lorsque le mouvement révolutionnaire des travailleurs se mit à refluer en Europe occidentale, la Troisième Internationale abandonna cette théorie. Elle fut alors maintenue par le mouvement d'opposition du KAP, qui fit de l'adhésion à la théorie de la crise mortelle le critère de distinction entre point de vue révolutionnaire et point de vue réformiste. La question de la nécessité et de l'inévitabilité de l'écroulement du capitalisme, et la manière dont celui-ci doit être compris, est pour la classe ouvrière, pour sa théorie et sa tactique, la plus importante de toutes les questions. En 1912 déjà, Rosa Luxemburg l'avait traitée dans son livre *L'accumulation du capital*, et elle y était parvenue à cette conclusion : dans un système capitaliste pur, fermé, la plus-value nécessaire à l'accumulation ne pourrait être réalisée; il est donc nécessaire que le capitalisme s'étende constamment par le commerce avec des pays non capitalistes. Ce qui signifie : si cette expansion n'est plus possible, le capitalisme s'écroule; il ne peut plus continuer d'exister comme système économique. C'est de cette théorie – qui aussitôt après la parution du livre fut contestée de divers côtés – que le KAP s'est souvent réclamé. Une tout autre théorie fut développée en 1929 par Henryk Grossman dans son ouvrage : *Das Akkumulations und Zusammenbruchsgesetz des kapitalistischen Systems*. Grossman y démontre que le capitalisme doit s'écrouler, de manière purement économique : indépendamment de l'intervention humaine, révolutions, etc., il lui serait impossible de continuer d'exister comme système économique. La crise, grave et durable, qui a débuté en 1930, a assurément rendu les esprits sensibles à une telle théorie de la crise mortelle. Le manifeste du United Workers of America, paru récemment, fait de la théorie de Grossman la base théorique d'une nouvelle orientation du mouvement ouvrier. Aussi est-il nécessaire d'en faire un examen critique. Et pour cela il est impossible de ne pas exposer la position du problème chez Marx et les discussions qui s'y sont rattachées par le passé.

Marx et Rosa Luxemburg

Dans la deuxième partie du *Capital*, Marx a traité les conditions générales du procès d'ensemble de la production capitaliste. Dans le cas abstrait de la production capitaliste pure, toute production se fait pour le marché : tous les produits doivent être achetés et vendus comme marchandises. La valeur des moyens de production passe au produit, et une valeur nouvelle est ajoutée par le travail. Cette valeur nouvelle se décompose en deux parties : la valeur de la force de travail – payée comme salaire et utilisée par les travailleurs pour l'achat de moyens de subsistance – et le reste, la plus-value, qui revient au capitaliste. Si la plus-value est dépensée en moyens de subsistance et en objets de luxe, on a la reproduction simple ; si une partie est accumulée en nouveau capital, on a la reproduction sur une échelle élargie.

Pour que les capitalistes puissent trouver sur le marché les moyens de production dont ils ont besoin, pour que eux, et les ouvriers, puissent se procurer également les moyens de subsistance dont ils ont besoin, il doit y avoir entre les diverses branches de la production un rapport déterminé. Un mathématicien l'exprimerait facilement en formules algébriques. Marx, cependant, a fourni des exemples numériques, inventant des cas choisissant des quantités numériques qui servent d'illustration, afin de donner une expression de ces rapports. Il distingue deux sphères, ou deux secteurs principaux de la production : le secteur des moyens de production (I), et celui des moyens de consommation (II). Dans chacun de ces secteurs, une valeur déterminée des moyens de production utilisés est transférée au produit sans subir de variation (capital constant, c). De la valeur nouvellement ajoutée, une partie est payée pour la force de travail (capital variable, v), l'autre partie constitue la plus-value (pv). Si l'on pose, dans l'exemple numérique, le capital constant égal à quatre fois le capital variable (ce chiffre s'élève avec le développement de la technique) et la plus-value égale au capital variable (ce rapport est déterminé par le taux d'exploitation), on peut alors fournir les chiffres suivants qui satisfont à ces conditions dans le cas de la reproduction simple :

$$\begin{array}{l} I \quad 4000c + 1000v + 1000pv = 6000 \text{ (produit)} \\ II \quad 2000c + 500v + 500pv = 3000 \text{ (produit)} \end{array}$$

Chacune des lignes satisfait aux conditions. $v + pv$, dépensés en moyens de consommation, étant ensemble égaux à la moitié de c , la valeur des moyens de production, il faut que le secteur II produise une valeur égale à la moitié de la valeur produite en I. On trouve alors le juste rapport : les moyens de production produits (6000) sont la juste quantité de fournitures nécessaires à la prochaine période de rotation : 4000 c pour le premier secteur, 2000 c pour le second ; et les moyens de subsistance produits en II (3000) sont exactement ce qu'il faut mettre à la disposition des ouvriers (1000 + 500) et des capitalistes (1000 + 500).

Pour illustrer de manière analogue le cas de l'accumulation de capital, il faut indiquer la part de plus-value qui sert à l'accumulation ; cette part est ajoutée au capital l'année suivante (pour des raisons de simplicité, on prend une période de production d'un à chaque fois), si bien que chaque secteur de la production emploie alors un capital plus grand. Nous supposons dans notre exemple que la moitié de la plus-value est accumulée (donc utilisée pour un nouveau c et un nouveau v) et que l'autre moitié est dépensée (consommation : k). Le calcul du rapport de I à II est alors un peu plus compliqué, mais, naturellement, on peut le trouver. Il s'avère que si l'on part de nos hypothèses, ce rapport est de 11 à 4 – comme cela apparaît dans les chiffres suivants :

$$\begin{array}{l} I \quad 4400c + 1100v + 1100pv \quad (= 550k + 550acc (= 440c + 110v)) = 6600 \\ II \quad 1600c + 400v + 400pv \quad (= 200k + 200acc (= 160c + 40v)) = 2400 \end{array}$$

Les capitalistes ont besoin de 4400 + 1600 pour renouveler leurs moyens de production, et de 440 + 160 pour les élargir, et ils trouvent effectivement 6600 comme moyens de production sur le marché. Les capitalistes ont besoin de 550 + 200 pour leur consommation, les anciens ouvriers de 1100 + 400, les nouveaux de 110 + 40 en moyens de subsistance ; la somme de ces besoins est égale aux 2400 effectivement produits comme moyens de subsistance. L'année suivante tout le processus se reproduit à une échelle augmentée de 10 % :

$$\begin{array}{l} \text{I} \quad 4840c + 1210v + 1210pv \quad (= 605k + 484c + 121v) \quad = \quad 7260 \\ \text{II} \quad 1760c + 440v + 440pv \quad (= 220k + 176c + 44v) \quad = \quad 2640 \end{array}$$

La production peut alors continuer, en montant chaque année dans la même proportion.

Naturellement, il s'agit là d'un cas monstrueusement simplifié. On peut le rendre plus complexe, et ainsi plus proche de la réalité, si l'on suppose dans les secteurs I et II des compositions organiques différentes (rapport de c à v), ou bien encore un taux d'accumulation différent, ou bien si l'on fait croître peu à peu le rapport c à v – et alors le rapport de I à II se modifie chaque année. Dans tous ces cas le calcul devient plus compliqué, mais il peut être fait ; il est toujours possible de calculer un nombre inconnu (le rapport de I à II) à partir des conditions données, si bien que la demande et l'offre se recouvrent. On trouvera des livres qui contiennent ce genre d'exemples. Dans la réalité effective, naturellement, un équilibre parfait pendant une période ne se réalise jamais ; des marchandises sont vendues contre de l'argent, et l'argent n'est utilisé pour acheter que plus tard : il y a une thésaurisation qui sert de tampon et de réservoir. De même des marchandises restent invendues ; en outre il y a le commerce avec les pays non capitalistes. Mais l'essentiel, ce qui nous importe, peut être clairement vu dans ces schémas de la reproduction : pour que la production aille continuellement de l'avant, en s'élargissant, il faut que certains rapports soient donnés entre les secteurs productifs, rapports qui dans la pratique sont approximativement réalisés et qui dépendent des données suivantes : composition organique du capital, taux d'exploitation, partie accumulée de la plus-value.

Marx n'eut pas l'occasion de fournir une présentation bien soignée de ces exemples (cf. l'introduction de Engels au deuxième Livre du *Capital*). C'est sans doute pour cela que Rosa Luxemburg fut portée à croire qu'il y avait ici une lacune – un problème que Marx n'aurait pas vu et donc aurait laissé irrésolu ; c'est pour le résoudre qu'elle entreprit son ouvrage sur l'accumulation du capital (1912). Le problème qui semblait ouvert était celui-ci : qui doit acheter les produits dans lesquels la plus-value se matérialise ? Le fait que les sections I et II s'achètent mutuellement une quantité toujours plus grande de moyens de production et de moyens de subsistance reviendrait à un mouvement circulaire sans but et dont il n'y a rien à tirer. La solution se trouverait dans l'entrée en scène d'acheteurs, situés à l'extérieur du capitalisme, dans l'existence de marchés étrangers outre-mer – dont la conquête serait donc pour le capitalisme une question de vie ou de mort. Telle serait la base économique de l'impérialisme.

Or, ici, c'est Rosa Luxemburg qui s'est trompée, comme les éléments mentionnés plus haut le montrent clairement. Le schéma – simple exemple – fait apparaître, sans aucune ambiguïté, que tous les produits peuvent être vendus à l'intérieur du capitalisme lui-même. Non seulement les parties de la valeur transmise 4400 + 1600, mais aussi les 440 + 160, qui contiennent la plus-value accumulée, sont achetées, sous formes de moyens de production physiques, par les capitalistes qui veulent commencer l'année suivante avec, en tout, 6600 en moyens de production. De manière analogue, les 110 + 40 provenant de la plus-value sont effectivement achetés par les travailleurs additionnels. Et il y a bien un but dans tout cela : produire, se vendre les produits les uns aux autres, consommer, accumuler, produire plus, c'est tout le contenu du capitalisme, donc le but de la vie des hommes dans ce mode de production. Il n'y a rien ici d'un problème non résolu que Marx n'aurait pas vu.

Rosa Luxemburg et Otto Bauer

Aussi le livre de Rosa Luxemburg a-t-il été critiqué de divers côtés aussitôt après sa publication. C'est ainsi qu'Otto Bauer a rédigé une critique dans un article de la *Neue Zeit* (7-14 mars 1913). Comme tous les autres, la critique de Bauer montre que production et absorption des marchandises peuvent très bien coïncider. Mais la forme particulière de sa critique est de lier l'accumulation à l'accroissement démographique. Otto Bauer commence par poser une société socialiste où la population croît au rythme annuel de 5 % : il faut donc que la production des moyens de subsistance croisse dans la même proportion ; d'autre part, vu les progrès de la technique, l'augmentation des moyens de production est relativement plus forte. Le capitalisme doit connaître un élargissement analogue de la production ; mais dans le capitalisme, cela ne se réalise pas selon une régulation planifiée, mais par le biais de l'accumulation de capital. Otto Bauer fournit alors comme exemple numérique un schéma qui satisfait à ces conditions de la manière la plus simple : un accroissement annuel du capital variable de 5 %, du capital constant de 10 % et un taux d'exploitation de 100 % ($pv = v$). Ces conditions fixent d'elles-mêmes la part de plus-value qui doit être accumulée pour que soit possible l'accroissement, hypothétisé, du capital, et la part qui est dépensée. Il n'y a pas besoin de recourir à des calculs difficiles pour dresser un schéma qui fasse apparaître le juste accroissement d'année en année.

Année 1	200.000c + 100.000v + 100.000pv	(= 20.000c + 5.000v + 75.000k)
Année 2	220.000c + 105.000c + 105.000pv	(= 22.000c + 5.250v + 77.750k)
Année 3	242.000c + 110.250v + 110.250pv	(= 24.200c + 5.512v + 80.538k)

Bauer poursuit son schéma pendant quatre ans ; par ailleurs il calcule séparément les chiffres des secteurs I et II de la production.

Mais le caractère de cette critique ne pouvait que prêter lui-même le flanc à la critique. L'idée de base de Bauer ressort déjà clairement dans l'insertion de « *la croissance démographique dans une société socialiste* ». Le capitalisme apparaît ici comme un socialisme qui n'a pas encore été régularisé, comme un poulain non encore maîtrisé, qui continue de ruer de tous les côtés et a besoin uniquement d'être pris en main et domestiqué par le dompteur socialiste. L'accumulation

sert uniquement, chez Bauer, à l'élargissement de la production rendu nécessaire par l'accroissement démographique – et de même le capitalisme n'a pas d'autres fonctions que de pourvoir l'humanité en moyens de subsistance ; mais, à cause du manque de planification, ces deux fonctions sont mal assurées, suivent une ligne irrégulière, tantôt trop et tantôt pas assez, et se résolvent en catastrophes. D'autre part l'accroissement raisonnable de 5 % par an peut bien convenir à une société socialiste où toute l'humanité s'est soigneusement rangée. Mais pour le capitalisme tel qu'il fut et tel qu'il est, c'est un exemple très mal choisi. Toute son histoire est une ruée en avant, une expansion violente qui dépasse de loin les limites de l'accroissement de la population. La force motrice était l'instinct d'accumulation : la plus grande quantité possible de plus-value était investie en nouveau capital et, pour le valoriser, des secteurs de plus en plus grands de la population étaient attirés dans le processus. Il y avait même, et il y a toujours, un gros surplus d'hommes : ceux-ci, se trouvant à l'extérieur ou à moitié en dehors, constituent une réserve qui – aspirée ou rejetée selon les nécessités – se tient prête pour satisfaire le besoin de valorisation du capital accumulé. Bauer dans sa présentation ignorait totalement ce trait fondamental et essentiel du capitalisme.

Et évidemment, c'est cet aspect que Rosa Luxemburg prit comme point de mire de son anti-critique. Contre ceux qui prouvaient que les schémas de Marx ne recélaient aucun problème au sens qu'elle lui avait donné, Rosa Luxemburg pouvait difficilement s'en tirer autrement que par la raillerie, en s'exclamant qu'avec des exemples numériques artificiels il n'était pas dur de faire tout coller en beauté. Mais le fait de relier l'accumulation à l'accroissement de la population comme principe régulateur était tellement contraire à l'esprit des enseignements marxistes que le sous-titre de son anticritique, « *Ce que les épigones ont fait de la théorie de Marx* », convenait cette fois parfaitement. Il ne s'agit plus ici d'une simple erreur scientifique (comme chez Rosa Luxemburg elle-même) : l'erreur de Bauer reflète le point de vue politique-pratique de la social-démocratie d'alors. Ils se sentaient les futurs hommes d'État qui, se substituant aux politiciens en place, auraient réalisé l'organisation de la production ; aussi ne voyaient-ils pas dans le capitalisme l'antithèse complète d'une dictature prolétarienne – à réaliser par la révolution – mais une forme, non encore régularisée et susceptible d'amélioration, de la production des moyens de la vie.

Le schéma de reproduction de Grossman

C'est au schéma de reproduction établi par Otto Bauer que se rattache Henryk Grossman. Il a remarqué qu'il n'est pas possible de le continuer de manière indéfinie : au bout d'un certain temps il se heurte à des contradictions. C'est très facile à voir. Otto Bauer pose un capital constant de 200.000, qui s'accroît chaque année de 10 %, et un capital variable de 100.000 qui s'accroît chaque année de 5 % ; le taux de plus-value est fixé à 100 % : autrement dit, la plus-value est chaque année égale au capital variable. Conformément aux règles mathématiques, une grandeur qui augmente chaque année de 10 % double au bout de 7 ans, quadruple au bout de 14 ans, décuple après 23 ans et centuple après 46 ans. Une grandeur qui s'accroît chaque année de 5 % n'a que décuplé au bout de 46 ans. Le capital variable et la plus-value, qui la première année s'élevaient à la moitié du capital constant, ne représentent plus après 46 ans qu'une vingtième du capital constant qui a crû dans une mesure bien plus colossale. La plus-value ne suffit donc plus du tout à assurer l'accroissement annuel de 10 % du capital constant.

Ce fait n'est pas seulement lié aux taux de croissance, 10 % et 5 %, choisis par Bauer. En effet, dans le capitalisme, la plus-value a une croissance moins rapide que le capital. Cela entraîne une baisse progressive du taux de profit au cours du développement du capitalisme ; c'est un fait bien connu, et Marx consacre plusieurs chapitres à cette chute du taux de profit. Si le taux de profit tombe à 5 %, le capital ne peut plus s'agrandir de 10 %, car l'agrandissement du capital à partir de la plus-value accumulée est nécessairement inférieur à cette même plus-value. Le taux de profit constitue donc la limite supérieure évidente du taux d'accumulation (cf. Marx, *Le Capital*, MEW 25, 234, où il est dit que la chute du taux de profit entraîne la chute du taux d'accumulation). L'utilisation d'un chiffre fixe, 10 %, que l'on peut bien admettre pour une période de quelques années comme chez Bauer, devient inadmissible si l'on prolonge les schémas de reproduction sur une plus longue période.

Et pourtant Grossman, sans se soucier de rien, continue année par année le schéma de Bauer, se figurant représenter ainsi le capitalisme effectif. Il aboutit alors aux valeurs suivants pour le capital constant, le capital variable et la plus-value (plus-value nécessaire pour l'accumulation et revenu subsistant pour la consommation des capitalistes) (le tout arrondi au millier) :

	c	v	s	accumulation	k
Au début	200	100	100	20+ 5= 25	75
Après 20 ans	1222	253	253	122+13=135	118
Après 30 ans	3170	412	412	317+21=338	74
Après 34 ans	4641	500	500	464+25=489	11
Après 35 ans	5106	525	525	510+26=536	-11

Au bout de 21 ans la part qui reste pour la consommation commence à diminuer ; la 34e année elle disparaît presque et la 35e année on se trouve même en présence d'un déficit ; le capital constant, véritable Shylock, exige impitoyablement sa livre de chair, il veut croître de 10 % et les pauvres capitalistes qui ne reçoivent plus rien pour leur propre consommation se mettent à crever de faim.

« A partir de la 35^e année l'accumulation cesserait de pouvoir tenir le rythme de l'accroissement démographique – sur la base du progrès technique alors atteint. L'accumulation serait alors trop réduite ; il y aurait *nécessairement* apparition d'une armée de réserve qui ne pourrait que croître d'année en année » (Grossman, *op. cit.*, p. 126).

Dans de telles circonstances les capitalistes ne penseront pas à la poursuite de la production. Et s'ils y pensaient, ils ne le feraient pas ; car avec un déficit de 11 en capital d'accumulation, ils seraient contraints de restreindre la production.

(De fait, ils auraient dû le faire auparavant, pour maintenir leur dépenses de consommation.) Une partie des travailleurs est mise alors au chômage ; une partie du capital reste inutilisée, et la plus-value produite diminue ; la masse de la plus-value et un déficit encore plus grand apparaît au niveau de l'accumulation – entraînant une plus grande augmentation du chômage. Et c'est l'écroulement économique du capitalisme. Le capitalisme est devenu impossible comme système économique. Et ainsi Grossman a résolu le problème qu'il se posait à la page 79 :

« Comment, de quelle manière l'accumulation peut-elle conduire à l'écroulement du capitalisme ? »

On trouve ici exposé ce qui dans la littérature marxiste des premiers temps fut toujours traité comme un malentendu stupide des adversaires, et qu'on avait l'habitude de désigner par le « grand krach ». Sans que soit présentée aucune classe révolutionnaire décidée à vaincre et à exproprier la bourgeoisie, le capitalisme arrive à sa fin, de manière purement économique ; la machine ne veut plus tourner, elle se bloque, la production est devenue impossible. Comme l'écrit Grossman :

« . . . malgré tous les interruptions et les affaiblissements périodiques de la tendance à l'écroulement, le mécanisme d'ensemble se rapproche toujours plus nécessairement de sa fin, avec les progrès de l'accumulation du capital [. . .] alors la tendance à l'écroulement prend le dessus, sa validité est devenue *absolue* et s'impose comme « crise ultime » » (p. 140).

Et plus avant dans le livre :

« . . . bien que l'écroulement du capitalisme soit objectivement nécessaire, certaines conditions étant données, et que le moment où il se produira soit exactement calculable, il n'est cependant pas nécessaire, comme le montre notre exposition, qu'il résulte automatiquement, « de lui-même » au moment attendu, et, par conséquent, on ne doit pas l'attendre de manière purement passive » (p. 601).

Dans cette phase, où l'on pourrait croire un instant qu'il va être question du rôle actif du prolétariat comme *auctor* de la révolution, Grossmann n'a en vue que les modifications à apporter dans le salaire et le temps de travail, modifications qui introduisent certains dérangements dans les bases et les résultats numériques du calcul. Et c'est dans ce sens qu'il poursuit :

« Il apparaît ainsi que l'idée d'un écroulement nécessaire pour des raisons objectives n'est absolument pas en contradiction avec la lutte de classe ; bien au contraire, l'écroulement, malgré sa nécessité objectivement donnée, est largement influençable par les forces vivantes des classes en lutte, et laisse subsister une certaine marge de jeu, permettant l'intervention active des classes en lutte. C'est pour cette raison précise que toute l'analyse du procès de reproduction chez Marx débouche sur la lutte des classes » (p. 602).

Le « *c'est pour cette raison* » est exquis ; comme si la lutte de classes chez Marx ne signifiait que lutte pour les salaires et pour le temps de travail.

Considérons d'un peu plus près la base de cet écroulement. Sur quoi repose cet accroissement nécessaire du capital constant de 10 % chaque année ? Dans la citation que nous donnons plus haut, Grossmann dit que le progrès technique (le taux de croissance démographique étant donné) prescrit un accroissement annuel déterminé du capital constant. On pourrait alors dire – sans recourir au détour du schéma de la reproduction : lorsque le taux de profit devient inférieur à ce taux d'accroissement, exigé par le progrès technique, le capitalisme doit nécessairement s'effondrer. Laissons le fait que cela n'a rien à voir avec Marx ; mais qu'est-ce que c'est que cet accroissement du capital exigé par la technique ? Les améliorations techniques sont introduites dans le cadre de la concurrence mutuelle pour faire du sur-profit (plus-value relative) ; mais cela ne va pas au-delà de ce que permettent les moyens financiers donnés. Chacun sait également que des douzaines d'inventions, d'améliorations techniques ne sont pas introduites et, souvent, sont à dessein abandonnées dans leur carton par les patrons, afin de ne pas dévaloriser l'appareil technique existant. La nécessité du progrès technique n'agit pas comme une contrainte extérieure ; elle agit par l'intermédiaire des hommes, et pour ceux-ci la nécessité ne va pas au-delà de ce qu'ils peuvent.

Mais admettons que cela soit juste et que par suite du progrès technique, le capital constant entre dans un rapport variable, comme dans le schéma : la 30^e année, de 3170 à 412, la 34^e année, de 4641 à 500, la 35^e année, de 5106 à 525, la 36^e année de 5616 à 551. La 35^e année la plus-value ne s'élève qu'à 525.000 et ne suffit pas pour ajouter 510.000 au capital constant et 26.000 au capital variable ; Grossmann fait croître le capital constant de 510.000 et ne conserve que 15.000 comme incrément du capital variable : à cause des 11.000 en moins. Il dit à ce sujet :

« 11.509 travailleurs restent sans travail, l'armée de réserve se constitue. Et puisque la population ouvrière n'entre pas tout entière dans le procès de production, il n'est pas nécessaire d'employer dans sa totalité à l'achat de moyens de production la somme du capital constant additionnel (510.563 *akk*). Si une population de 551.584 permet d'exploiter un capital constant de 5.616.200, une population de 540.075 n'entraînera l'exploitation que d'un capital constant de 5.499.015. Il reste donc un capital excédentaire, de 117.185, sans possibilité d'investissements. Ainsi le schéma fait apparaître une illustration scolaire de l'état de choses auquel pensait Marx, lorsqu'il intitula un chapitre du troisième livre du *Capital* : « Capital excédentaire avec population excédentaire » » (p. 126).

Manifestement, Grossmann n'a pas remarqué que si ces 11.000 sont réduits au chômage, c'est uniquement parce que de façon complètement arbitraire, sans fournir aucune raison, il ne fait porter le déficit que sur le capital variable, tout en laissant croître le capital constant de 10 %, comme si de rien n'était ; mais lorsqu'il se rend compte qu'il n'y a pour toutes ces machines aucun ouvrier, ou plutôt qu'il n'y a pas d'argent pour payer leurs salaires, il préfère ne pas faire installer ces machines et se voit obligé de laisser inutilisée une partie du capital. Seule cette bévue lui permet d'aboutir à l'« *illustration scolaire* » d'un phénomène qui se manifeste lors des crises capitalistes habituelles. En réalité, les patrons ne pourront élargir leur production que dans la mesure où leur capital le leur permet – à la fois pour les machines et pour les salaires. Si, au total, il n'y a pas assez de plus-value, celle-ci (toujours si l'on admet la contrainte technique) sera répartie

proportionnellement entre les éléments du capital ; le calcul montre que des 523.319 produits comme plus-value, 500.409 doivent être investis en capital constant, et 24.910 en capital variable, pour obtenir le rapport juste, correspondant au progrès technique ; les travailleurs licenciés ne sont pas 11.000 mais 1.326, et il n'est nullement question d'un capital excédentaire. Si l'on prolonge le schéma de cette manière exacte, on a au lieu d'une irruption catastrophique du chômage un progrès extrêmement lent de celui-ci.

Maintenant, comment est-il possible de mettre au compte de Marx ce soi-disant écroulement et de l'étayer, durant des chapitres et des chapitres, de douzaines de citations de Marx ? Toutes ces citations se rapportent aux crises économiques, aux alternances conjoncturelles d'essor et de récession. Alors que le schéma devait servir à montrer qu'un écroulement économique définitif se déclenche au bout de 35 ans, on lit, 2 pages plus bas :

« La théorie marxienne du cycle économique, ici exposée » (p. 123).

Grossmann truffe continuellement ses développements de phrases de Marx sur les crises périodiques ; c'est uniquement ainsi qu'il peut donner l'impression d'exposer une théorie de Marx. Mais chez Marx on ne trouvera rien d'un écroulement définitif à la façon du schéma de Grossmann. Il est vrai que Grossmann cite quelques passages qui ne traitent pas des crises. C'est ainsi qu'il écrit page 263 :

« Il s'avère que « le mode de production capitaliste trouve une limite dans le développement des forces productives » . . . (Marx, *Le Capital*, III, 1, p. 252) ».

Mais si l'on ouvre *Le Capital*, Livre III, t.1, à la page 252, on y lira :

« Mais ce qui compte dans l'horreur qui les saisit [c'est-à-dire Ricardo et les autres économistes] devant la chute tendancielle du taux de profit, c'est le sentiment que le mode de production capitaliste trouve une limite dans le développement des forces productives (. . .) »¹.

Il s'agit de tout autre chose. A la page 79, il fait cette citation, pour prouver que même le mot « écroulement » vient de Marx :

« Ce procès aboutirait rapidement à l'écroulement de la production capitaliste si la force centripète ne se heurtait pas à des tendances contraires, poussant à une décentralisation » (*Capital*, III, 1, *op. cit.*, p. 256)².

Comme Grossmann le souligne à juste raison, ces tendances contraires se réfèrent au « rapidement », si bien qu'avec elles le processus s'effectue sur un rythme, justement, plus lent. Mais Marx parle-t-il ici d'un écroulement purement économique ? Lisons la phrase qui précède chez Marx :

« C'est cette séparation entre les conditions de travail d'un côté et les producteurs de l'autre qui constitue le concept de capital, qui s'ouvre avec l'accumulation primitive, se manifeste ensuite comme phénomène continu dans l'accumulation et la concentration du capital et finit par s'exprimer ici comme centralisation de capitaux déjà donnés en peu de mains et, pour beaucoup, comme décapitalisation (c'est ce sens que prend alors l'expropriation). »

Il est donc clair que l'écroulement mentionné après signifie simplement, comme si souvent chez Marx, que le socialisme met fin au capitalisme.

Il n'y a donc rien à tirer des citations de Marx : il n'est pas plus possible d'en extraire une catastrophe économique finale qu'il n'était possible de la déduire du schéma de la reproduction. Mais tout cela peut-il servir à l'exposition et à l'explication des crises périodiques ? Grossmann cherche à unifier solidement les deux aspects :

« La théorie marxienne de l'écroulement est en même temps une théorie des crises ».

C'est ainsi qu'il intitule le 8^e chapitre (p. 137). Mais comme démonstration, il ne fournit qu'une figure (p. 141) dans laquelle une « ligne d'accumulation » impétueusement ascendante est découpée en fragments plus petits. Or, selon le schéma, l'écroulement ne doit se déclencher qu'après 35 ans ; tandis qu'ici on a une crise tous les 5 ou 7 ans, dans des périodes où, selon le schéma, tout devrait aller parfaitement. On obtiendra un écroulement plus rapide si le taux d'accroissement annuel du capital constant s'élève bien au-dessus de 10 %. Effectivement, en période ascendante du cycle économique, on a un accroissement bien plus rapide du capital ; mais cet accroissement n'a rien à voir avec le progrès technique ; le volume de la production s'élargit par à-coups. A cette occasion d'ailleurs, le capital variable lui aussi s'accroît rapidement et par sauts. Les raisons qui rendent inévitables un écroulement, après 5 ou 7 ans, restent obscures. Autrement dit : les causes réelles, qui régissent l'ascension rapide puis la baisse de la conjoncture, sont d'une tout autre nature que ce qui est contenu dans le schéma de reproduction de Grossmann.

Marx parle d'une suraccumulation qui introduit la crise, d'un trop-plein de plus-value accumulée qui ne trouve pas où s'investir et pèse sur le profit ; l'écroulement de Grossmann provient d'une insuffisance de plus-value accumulée.

L'excédent simultané de capital inemployé et d'ouvriers sans travail est une manifestation typique des crises : les schéma de Grossmann conduit à un manque de capitaux, que Grossmann ne peut transformer en excédent de capital qu'en commettant l'erreur susmentionnée. Donc : aussi peu le schéma grossmannien démontre un écroulement définitif, aussi peu s'applique-t-il aux phénomènes réels d'écroulement : les crises.

On peut encore ajouter que ce schéma, conformément à son origine, pèche de la même erreur que Bauer : la poussée en avant, réelle, fougueuse, du capitalisme sur le monde, qui fait passer sous son emprise de plus en plus de peuples, est représentée ici par un accroissement démographique régulier et calme de 5 % par an, comme si le capitalisme était parqué dans une économie d'État fermée.

¹ Livre III, chapitre XV, s. 1.

² *Ibid.*

Grossmann contre Marx

Grossman se vante, avec son livre, d'avoir pour la première fois restitué dans toute sa justesse la théorie de Marx – contre les déformations des sociaux-démocrates.

« L'un de ces nouveaux acquis scientifiques » – dit-il fièrement au début de l'introduction – « est la théorie de l'écroulement, exposée plus bas, et qui représente la colonne portante dans le système économique de Marx » (p. v).

Combien ce qu'il considère comme une théorie de l'écroulement a peu à voir avec Marx, c'est ce que nous avons vu. A vrai dire, vu son interprétation personnelle, Grossmann pourrait très bien se croire en accord avec Marx. Mais il y a d'autres points où cela ne marche pas. Considérant son schéma comme une juste représentation du développement du capital, il en déduit par endroits des explications qui – comme il l'a d'ailleurs en partie remarqué – contredisent les conceptions exposées par Marx dans le *Capital*.

Cela vaut, en premier lieu, pour l'armée industrielle de réserve. A partir de la 35^e année du schéma de Grossmann un certain nombre de travailleurs doivent être réduits au chômage, une armée de réserve doit apparaître.

« L'apparition d'une armée de réserve, c'est-à-dire le licenciement des travailleurs, dont il est question ici, doit être rigoureusement distinguée du licenciement de travailleurs dû à l'introduction de la machine. L'élimination des travailleurs par la machine, que Marx décrit dans la partie empirique du premier livre du *Capital* (chapitre 13) est un fait technique . . . » (p. 128-129) . . .

« Mais les licenciements de travailleurs, l'apparition de l'armée de réserve dont Marx parle dans le chapitre sur l'accumulation (chapitre 23) n'est pas – et c'est ce que l'on a totalement négligé dans la littérature publiée jusqu'ici à ce sujet – n'est pas causée par un fait technique : l'introduction de machines, mais par le manque de valorisation » (p. 130) . . .

Ce qui, comme profondeur de pensée, équivaldrait à dire : si les moineaux s'envolent, ce n'est pas dû au coup de fusil, mais au fait qu'ils sont craintifs. Les travailleurs sont éliminés par les machines ; l'élargissement de la production leur permet de retrouver en partie du travail ; dans ce va-et-vient une partie reste en chemin ou à l'extérieur. Le fait qu'ils ne soient pas encore réembauchés doit-il valoir comme cause de leur chômage ? Si on lit le 23^e chapitre du *Capital* [Livre I], il y est toujours question de l'élimination par la machine comme cause de l'armée de réserve, qui, selon la conjoncture, est partiellement réabsorbée ou de nouveau rejetée, et se reproduit elle-même comme surpopulation. Grossmann se tracasse pendant plusieurs pages pour essayer de prouver qu'ici, c'est le rapport économique c/v qui est en cause et non le rapport technique moyen de production/force de travail ; de fait, tous deux sont identiques. Mais la formation de l'armée de réserve, selon Marx, phénomène qui se produit partout et toujours dès les débuts du capitalisme, et dans lequel des ouvriers sont remplacés par des machines, n'est pas identique à la prétendue formation de l'armée de réserve selon Grossmann, qui se déclenche comme conséquence de la suraccumulation au bout de 34 années de progrès technique.

Il en est de même pour l'exportation du capital. De longs exposés permettent à Grossmann de démolir les uns après les autres tous les auteurs marxistes : Varga, Boukharine, Nachimson, Hilferding, Otto Bauer, Rosa Luxemburg, parce que tous ils affirment que l'exportation de capitaux a lieu en vue d'un profit supérieur. Comme le dit Varga :

« Si du capital est exporté, ce n'est pas parce qu'il serait absolument impossible d'accumuler à l'intérieur du pays [. . .] mais parce qu'il existe une perspective de profit supérieur » (cf. Grossmann, p. 498).

Grossman combat cette conception comme inexacte et non marxiste :

« Ce n'est pas le profit supérieur réalisable à l'étranger, mais l'absence de possibilité d'investir à l'intérieur du pays qui est, en dernière instance, la cause de l'exportation de capitaux » (p. 561).

Grossmann introduit alors de nombreuses citations de Marx sur la suraccumulation et renvoie à son schéma, dans lequel au bout de 35 ans, les masses croissantes de capitaux ne trouvent plus à s'employer dans le pays lui-même ; elles doivent donc être exportées. Rappelons que selon le schéma il y avait cependant trop peu de capitaux pour la population donnée et que d'autre part, l'excédent de capital n'y était que le produit d'une erreur de calcul. D'ailleurs Grossmann, malgré toutes les citations de Marx qu'il fait, a oublié de mentionner le passage où Marx parle lui-même de l'exportation de capitaux :

« Si du capital est envoyé à l'étranger, ce n'est pas parce qu'il y aurait impossibilité absolue de l'employer à l'intérieur. C'est parce qu'il peut être employé à l'étranger à un taux de profit supérieur » (*Le Capital* III, 1, *op. cit.* p. 266)³.

La chute du taux de profit est l'une des parties les plus importantes de la théorie du capital chez Marx ; il a été le premier à déclarer et à démontrer théoriquement que cette tendance à la chute, qui se traduit périodiquement dans les crises, est l'incarnation du caractère transitoire du capitalisme. Chez Grossmann, c'est un autre phénomène qui entre en jeu : au bout de la 35^e année, des ouvriers sont licenciés en masse, créant par là même un excédent de capital ; d'où l'aggravation, l'année suivante, du déficit de plus-value, d'où de nouveaux licenciements et la mise en jachère d'une quantité encore plus grande de capital ; avec la baisse du nombre des travailleurs, la masse de la plus-value produite décroît et le capitalisme s'enfonce de plus en plus dans la catastrophe. Grossmann n'a-t-il pas vu ici la contradiction avec Marx ? Si, bien sûr ; aussi se met-il à l'ouvrage, dans le chapitre intitulé « Les causes de la méconnaissance de la théorie marxienne de l'accumulation et de l'écroulement » – après quelques considérations introductives :

« Les temps sont donc mûrs pour entreprendre de reconstruire la théorie marxienne de l'écroulement » (p. 195).

³ Livre III, chapitre XV, s. 3, « Excédent de capital accompagné d'une population excédentaire ».

« Le fait » que la troisième chapitre du Livre III, comme le dit Engels dans son avant-propos, se présentait « comme une suite de travaux mathématiques incomplets » a pu être une raison extérieure d'incompréhension ».

Pour son travail de refonte, Engels a recouru aux services de son ami, le mathématicien Samuel Moore :

« Mais Moore n'était pas un économiste [. . .] La façon dont est née cette partie de l'œuvre incite donc à croire a priori qu'elle offrait de nombreuses prises aux malentendus et aux erreurs, et que ces erreurs pouvaient facilement rejaillir ensuite sur le chapitre traitant de la chute tendancielle du taux de profit . . . » (Nota bene : ces chapitres avaient déjà été complètement rédigés par Marx !)

« La vraisemblance de l'erreur se transforme quasiment en certitude si nous considérons qu'il s'agit ici d'*un seul* mot qui, malheureusement, déforme complètement tout le sens de l'exposé : la fin inévitable du capitalisme est mise au compte de la chute relative du taux de profit, au lieu de la masse du profit. Engels ou Moore ont sans aucun doute commis un lapsus en écrivant » (p. 195).

Voilà ce qu'il en est de la reconstruction de la théorie de Marx ! Une autre citation est faite dans une note qui dit :

« Dans les mots mis entre parenthèse, c'est Engels, ou Marx lui-même, qui a écrit de travers ; il faut y lire, de manière exacte : « et en même temps une masse de profit qui tombe en valeur relative » (Marx, *Le Capital*, III (MEW 25, p. 228) »⁴

Maintenant, c'est Marx lui-même qui fait des lapsus ! Et il s'agit ici d'un passage où, tel qu'il est donné par le texte du *Capital*, le sens est clair et sans ambiguïté. Toute l'exposition de Marx, qui aboutit à ce bout de phrase que Grossman trouve nécessaire de modifier, sert de continuation à une phrase où Marx explique :

« La masse de la plus-value qu'il produit, partant la masse du profit, *peut* donc croître, malgré la chute tendancielle du taux de profit [. . .] Non seulement il *peut* en être ainsi ; il *doit* en être ainsi – abstraction faite d'oscillations passagères – sur la base de la production capitaliste » (*Capital*, III, p. 229)⁵.

Donc l'exact opposé des signes annonciateurs d'écroulement inventés par Grossmann. Les pages suivantes ne font que répéter cela, et encore plus souvent ; le chapitre 13 tout entier consiste en un exposé de « la loi selon laquelle la chute du taux de profit, causée par le développement de la force productive, est accompagnée d'une augmentation de la masse du profit » [. . .] (*Capital*, III, *ibid.*, p. 236)⁶.

Il ne subsiste donc pas le moindre doute : Marx veut dire exactement ce qui est écrit au passage contesté, il n'a commis aucun lapsus. Et lorsque Grossmann écrit :

« L'écroulement ne peut donc pas résulter de la chute du taux de profit. Et comment un rapport de pourcentage, comme le taux de profit, un pur nombre, pourrait-il entraîner l'écroulement d'un système économique réel » (p. 196),

il ne fait que démontrer encore une fois qu'il n'a rien compris à Marx et que son écroulement est en contradiction totale avec Marx.

C'est le point où il aurait pu se convaincre de l'inconsistance de sa construction. Mais s'il était laissé aller à suivre l'enseignement de Marx, sur ce point, c'est toute sa théorie qui serait devenue caduque, et son livre n'aurait pas été écrit.

La manière la plus juste de caractériser l'ouvrage de Grossmann est de le considérer comme une compilation de citations de Marx, inexactement appliquées et recollées les unes aux autres grâce à une théorie fabriquée. A chaque fois qu'une démonstration serait nécessaire, on introduit une citation de Marx qui ne s'applique pas au point traité ; et c'est la justesse des paroles de Marx qui doit donner au lecteur l'impression que la théorie est juste.

Le matérialisme historique

La question qui mérite d'être traitée est en fin de compte la suivante : comment un économiste, qui croit restituer avec justesse les conceptions de Marx, et, qui plus est, déclare avec une naïve assurance être le premier à en donner une interprétation exacte, peut-il tomber tellement à côté et se trouver dans une telle contradiction par rapport à Marx ? La cause réside dans le manque de vision historico-matérialiste. Il est absolument impossible de comprendre l'économie de Marx si l'on n'a pas fait sien le mode de penser historico-matérialiste.

Pour Marx, le développement de la société humaine – et donc aussi le développement économique du capitalisme – est déterminé par une nécessité inébranlable, comparable à une loi de nature. Mais ce développement est en même temps l'œuvre d'hommes qui y jouent leur rôle, et où chacun détermine ses actes consciemment et suivant une intention – même s'il n'agit pas avec une conscience de l'ensemble social. Pour la conception bourgeoise il y a ici une contradiction : ou bien ce qui se passe dépend du libre arbitre humain, ou bien, si le mouvement est régi par des lois inébranlables, celles-ci agissent comme une contrainte extra-humaine, mécanique. Pour Marx, toute nécessité sociale se réalise par l'intermédiaire des hommes ; cela signifie que le penser, le vouloir et l'agir humains – bien qu'ils apparaissent comme libre arbitre à la conscience du sujet – sont totalement déterminés par les influences du monde environnant ; et ce n'est qu'au travers de l'ensemble de ces actions humaines, déterminées principalement par des forces sociales, que des lois s'imposent dans le développement de la société.

⁴ Livre III, chapitre XIII, « Nature de la loi ».

⁵ *Ibid.*

⁶ *Ibid.*

Les forces sociales qui déterminent le développement ne sont donc pas seulement des forces purement économiques ; il y a aussi, déterminées par celles-ci, les actions politiques générales qui doivent pourvoir la production des normes juridiques nécessaires. La légalité capitaliste ne réside pas seulement dans l'action de la concurrence qui équilibre les prix et les profits et concentre les capitaux, mais aussi dans l'affirmation de la libre concurrence, de la libre production grâce aux révolutions bourgeoises. Ce n'est pas seulement dans le mouvement des salaires, dans l'élargissement ou le rétrécissement de la production – dans la prospérité et dans la crise –, dans la fermeture des usines et les licenciements d'ouvriers, c'est aussi dans la révolte, la lutte des travailleurs, la conquête par eux du pouvoir sur la société et sur la production, afin de mettre en vigueur de nouvelles normes de droit, que se réalisent les lois sociales. L'économie, en tant que la totalité des hommes travaillant et aspirant à leur nécessité vitale, et la politique (au sens large) comme action et lutte de ces hommes pour leur nécessité vitale en tant que classe, constituent un seul domaine unitaire au développement réglé par des lois. L'accumulation du capital, les crises, la paupérisation, la révolution prolétarienne, la prise en main du pouvoir par la classe ouvrière, forment tous ensemble une unité indivisible et agissant à la façon des lois naturelles. Et c'est cette unité qui mène à l'écroulement du capitalisme.

Le mode de penser bourgeois, qui ne saisit pas cette unité, a toujours joué un grand rôle, non seulement à l'extérieur mais aussi à l'intérieur du mouvement ouvrier. La vieille social-démocratie radicale était dominée par la conception fataliste – compréhensible vu les circonstances historiques : la révolution viendrait un jour naturellement, mais pour le moment les ouvriers ne devaient pas tenter d'actions dangereuses. Le réformisme mettait en doute la nécessité de la révolution « violente » et croyait que la raison des hommes d'État et des chefs réussirait un jour à dompter le capital par la réforme et l'organisation. D'autres croyaient qu'il fallait par des prêches moraux éduquer le prolétariat à la vertu révolutionnaire. Dans tous les cas manquait la conscience de ce que cette vertu n'acquiert sa nécessité de nature qu'au travers des forces économiques, de ce que la révolution n'acquiert sa nécessité de nature qu'au travers des forces spirituelles des hommes. Aujourd'hui de nouvelles conceptions se font jour. D'un côté le capitalisme a fait preuve de sa puissance contre tout réformisme ; il a montré qu'il était inattaquable de ce point de vue. Toutes les manœuvres des chefs et toutes les tentatives de révolution apparaissent ridiculement insignifiantes eu égard à l'énormité de sa force. Mais en même temps des crises formidables dévoilent sa fragilité interne. Et celui qui aujourd'hui prend Marx et l'étudie, ressent profondément les lois inéluctables de l'écroulement et accueille cette idée avec enthousiasme.

Mais lorsque son mode de penser est au fond bourgeois, il ne peut concevoir autrement cette nécessité que comme une force extra-humaine. Ce capitalisme est pour lui un système mécanique dans lequel les hommes, en tant que personnes économiques : capitalistes, acheteurs, marchands, salariés, etc., ont chacun leur rôle, mais doivent subir de manière purement passive ce que le mécanisme, en vertu de sa structure interne, leur impose.

Cette conception mécanique, on peut la reconnaître également dans les développements de Grossmann sur le salaire, lorsqu'il s'en prend violemment à Rosa Luxemburg :

« Partout l'on se heurte à des mutilations barbares incroyables des éléments les plus fondamentaux de la théorie marxienne du salaire » (p. 585).

Et il la critique justement là où, de manière absolument exacte, elle traite la valeur de la force de travail comme une grandeur extensible sur la base du standard de vie atteint. Pour Grossmann la valeur de la force de travail n'est « pas une grandeur élastique, mais fixe » (p. 586).

Des contingences telles que la lutte des ouvriers ne peuvent avoir dessus aucune influence ; seule une intensité supérieure du travail oblige à remplacer une plus grande quantité de force de travail dépensée ; c'est pour cette seule raison que le salaire peut monter.

Il s'agit encore ici de la même conception mécanique : c'est un mécanisme qui détermine les grandeurs économiques, tandis que les hommes, luttant et agissant, restent à l'extérieur de ce rapport. Grossmann en appelle ici aussi à Marx, lorsque celui-ci dit de la valeur de la force de travail :

« Cependant, pour un pays déterminé, et pour une période déterminée, le volume moyen des subsistances nécessaires est une grandeur donnée » (*Le Capital* I, MEW, 23, p. 185)⁷.

Mais hélas ! il a encore une fois négligé de voir que chez Marx, cette phrase est immédiatement précédée par :

« Contrairement aux autres marchandises, la détermination de la valeur de la force de travail contient donc un élément historique et moral. »

Partant de son mode de penser bourgeois, Grossmann dit donc dans sa critique de diverses conceptions sociales-démocrates :

« On le voit : l'écroulement du capitalisme a été soit nié, soit fondé de manière volontariste, à l'aide de moments politiques, extra-économiques. On n'a jamais produit la démonstration économique de la nécessité de l'écroulement du capitalisme » (p. 58-59).

Et il cite, en l'approuvant, Tougan-Baranovsky : celui-ci déclare que, pour démontrer la nécessité de la transformation du capitalisme en son contraire, il faut tout d'abord fournir une démonstration rigoureuse de l'impossibilité pour le capitalisme de continuer d'exister. Tougan lui-même nie cette impossibilité, et entend donner au socialisme un fondement éthique. Le fait que Grossmann choisisse de prendre à témoin cet économiste libéral russe, qui, comme on sait, fut toujours totalement étranger au marxisme, montre à quel point, malgré des points de vue pratiques opposés, il lui est apparenté au niveau profond de la pensée (cf. aussi Grossmann, p. 108). La conception marxienne au contraire : à savoir que l'écroulement du capitalisme sera le fait de la classe ouvrière, un fait donc politique (dans le sens le plus vaste de ce mot : universel-social, ce qui est indissociable de la prise en main du pouvoir économique), cette conception, il ne peut la

⁷ Livre I, chapitre VI, « Achat et vente de la force de travail ».

comprendre que comme « volontariste », autrement dit comme une conception qui s'en remet à la libre-volonté, au libre-arbitre des hommes.

De fait, l'écroulement du capitalisme, chez Marx, dépend de la volonté de la classe ouvrière ; mais cette volonté n'est pas libre-arbitre, elle est elle-même déterminée par le développement économique. Les contradictions de l'économie capitaliste, qui réémergent régulièrement dans le chômage, les crises, les guerres, les luttes de classes, déterminent toujours de nouveau à la révolution la volonté du prolétariat. Ce n'est pas parce que le capitalisme s'écroule économiquement et que les hommes – les ouvriers et les autres – sont poussés par la nécessité à créer une nouvelle organisation, que le socialisme apparaît. Au contraire : le capitalisme, tel qu'il vit et croît, devenant toujours plus insupportable pour les ouvriers, les pousse à la lutte, continuellement, jusqu'à ce que se soient formées en eux la volonté et la force de renverser la domination du capitalisme et de construire une nouvelle organisation, et alors le capitalisme s'écroule. Ce n'est pas parce que l'insupportabilité du capitalisme est démontrée de l'extérieur, c'est parce qu'elle est vécue spontanément comme telle, qu'elle pousse à l'action. La théorie de Marx, en tant qu'économie, montre que ces phénomènes de crise des contradictions de l'économie capitaliste réapparaissent inéluctablement et avec plus en plus de force ; en tant que matérialisme historique, elle montre que les crises engendrent nécessairement la volonté et l'action révolutionnaires.

Le nouveau mouvement ouvrier

Que le livre de Grossman ait rencontré un certain écho chez les porte-parole du nouveau mouvement ouvrier, c'est compréhensible, car il s'en prend au même adversaire qu'eux. Le nouveau mouvement ouvrier a à combattre la social-démocratie et le communisme de parti de la IIIe Internationale – deux branches d'un même tronc – parce que ceux-ci adaptent la classe ouvrière au capitalisme. Grossman reproche aux théoriciens de ces courants d'avoir défiguré et falsifié les enseignements de Marx, et c'est pour cela qu'il insiste sur l'écroulement nécessaire du capitalisme. Ses conclusions ont la même allure que les nôtres – mais leur sens et leur nature sont complètement différents. Nous aussi nous sommes de l'avis que les théoriciens sociaux-démocrates – quelques bons connaisseurs de la théorie qu'ils aient souvent été – ont néanmoins défiguré la doctrine de Marx; mais leur erreur était une erreur historique, c'était le précipité théorique d'une période où la lutte du prolétariat n'était pas mûre. L'erreur de Grossman est le fait d'un économiste bourgeois qui pratiquement n'a jamais connu la lutte du prolétariat, et par conséquent est dans une situation qui lui interdit de comprendre l'essence du marxisme.

Ce fait : accord apparent de ses conclusions avec les conceptions du nouveau mouvement ouvrier, mais opposition complète en substance, est bien illustré par sa théorie du salaire. Selon son schéma, le chômage se met à croître très rapidement avec l'écroulement qui se déclenche au bout de 35 ans. Cela entraîne une chute du salaire bien au-dessous de la valeur de la force de travail, sans que soit possible une résistance efficace :

« La limite objective de l'action syndicale est, ici, donnée » (p. 599).

Cette phrase peut résonner comme « bien connue », mais le fond est différent. L'impuissance de l'action syndicale, impuissance qui est apparue depuis longtemps déjà, ne doit pas être attribuée à un écroulement économique mais à un déplacement des pouvoirs au niveau de la société. Chacun sait que le pouvoir accru des unions patronales du grand capital concentré rend la classe ouvrière relativement impuissante. A quoi s'ajoutent aujourd'hui les effets d'une grave crise qui pèse sur les salaires comme ce fut le cas lors de chaque crise précédente.

L'écroulement purement économique du capitalisme que Grossman construit ne signifie pas une passivité complète du prolétariat. Car, si cet écroulement a lieu, la classe ouvrière doit alors justement se dresser pour établir la production sur de nouvelles bases :

« Ainsi l'évolution pousse au déploiement et à l'exacerbation des oppositions internes entre capital et travail, jusqu'à la solution qui ne peut résulter que de la lutte entre les deux camps » (p. 599).

Cette lutte finale est liée aussi à la lutte pour les salaires, parce que (comme il a été indiqué plus haut) la réduction des salaires permet de repousser quelque temps la crise tandis qu'une augmentation l'accélère. Mais la catastrophe économique est bien selon Grossman le moment essentiel, l'ordre nouveau est imposé par contrainte aux hommes. Assurément les ouvriers, en tant que masse de la population, constituent la force de frappe de la révolution, exactement comme dans les révolutions bourgeoises du passé, où ils constituent la force massive de l'action ; mais, comme lors d'une révolte de la faim, cela est indépendant de leur maturité révolutionnaire, de leur aptitude à prendre eux-mêmes en main le pouvoir sur la société et à le conserver. Cela signifie qu'un groupe révolutionnaire, un parti avec des buts socialistes, doit s'installer en tant que nouveau pouvoir à la place de l'ancien afin d'introduire une quelconque économie planifiée. Cette théorie de la catastrophe économique est donc tout à fait ce qu'il faut pour des intellectuels qui reconnaissent le caractère intenable du capitalisme et veulent une économie planifiée dont l'édification doit être l'affaire d'économistes et de chefs capables. Et il faut s'attendre à ce que bien d'autres théories analogues proviennent de ces milieux et y aient du succès.

Mais la théorie de la catastrophe nécessaire exercera aussi une certaine attraction sur des ouvriers révolutionnaires. Ils voient la majorité écrasante des masses prolétariennes attachées aux vieilles organisations, aux vieux chefs, aux vieilles méthodes, aveugles aux tâches que leur impose le nouveau développement, passifs, immobiles et ne manifestant aucun signe d'énergie révolutionnaire. Et les quelques révolutionnaires qui reconnaissent l'état actuel des choses pourraient bien souhaiter aux masses abruties une bonne catastrophe économique afin qu'elles sortent finalement de leur sommeil et entrent en action. De même la théorie selon laquelle le capitalisme serait aujourd'hui entré dans sa crise finale, fournirait une réputation décisive, et simple, du réformisme et de tous les programmes de parti qui placent en premier lieu le travail parlementaire et le mouvement syndical, une démonstration si commode de la nécessité de la tactique révolutionnaire qu'elle doit être accueillie avec sympathie par les groupes révolutionnaires. Mais la lutte n'est jamais si simple et si commode, même la lutte théorique pour des explications et des preuves.

Non seulement en période de crise, mais déjà en période de prospérité, le réformisme est une tactique fautive qui affaiblit le prolétariat. Le parlementarisme et la tactique syndicale n'ont pas attendu la crise présente pour s'avérer incapables, ils l'ont déjà démontré au long de plusieurs décennies. Ce n'est pas à cause de l'écroulement économique du capitalisme, mais à cause du monstrueux déploiement de sa puissance, de son extension à toute la terre, de l'exacerbation en lui des oppositions politiques, du renforcement violent de sa force interne, que le prolétariat doit passer à l'action de masse, déployer la force de toute la classe. C'est dans ce déplacement des rapports de forces à l'échelle sociale que se trouve la base de la nouvelle orientation du mouvement ouvrier. Le mouvement ouvrier n'a pas à attendre une catastrophe finale, mais beaucoup de catastrophes, des catastrophes politiques – comme les guerres – et économiques – comme les crises qui se déclenchent périodiquement, tantôt régulièrement, tantôt irrégulièrement, mais qui dans l'ensemble, avec l'extension croissante du capitalisme, deviennent de plus en plus dévastatrices. Cela ne cessera de provoquer l'écroulement des illusions et des tendances du prolétariat à la tranquillité, et l'éclatement de luttes de classe de plus en plus dures et de plus en plus profondes. Cela apparaît comme une contradiction que la crise actuelle – plus profonde et plus dévastatrice qu'aucune auparavant – ne laisse rien entrevoir de l'éveil d'une révolution prolétarienne. Mais l'élimination des vieilles illusions est sa première grande tâche : en premier lieu de l'illusion de rendre le capitalisme supportable, grâce aux réformes qu'obtiendraient la politique parlementaire et l'action syndicale; et d'autre part, l'illusion de pouvoir renverser le capitalisme dans un assaut guidé par un parti communiste se donnant des allures révolutionnaires. C'est la classe ouvrière elle-même, comme masse, qui doit mener le combat, et elle a encore à se reconnaître dans les nouvelles formes de lutte, tandis que la bourgeoisie façonne de plus en plus solidement son pouvoir. Des luttes sérieuses ne peuvent pas ne pas venir. La crise présente peut bien se résorber, de nouvelles crises viendront et de nouvelles luttes. Dans ces luttes la classe ouvrière développera sa force de combat, reconnaîtra ses objectifs, se formera, se rendra autonome et apprendra à prendre elle-même en main ses propres destinées, c'est-à-dire la production sociale. C'est dans ce processus que s'accomplit le trépas du capitalisme. L'auto-émancipation du prolétariat est l'écroulement du capitalisme.